



## Communiqué du collectif Contre Les Abus Policiers – C.L.A.P33

Le 27 avril 2024

### CE N'EST PAS À LA POLICE DE RENDRE JUSTICE !

Le 11 avril 2024 à Bordeaux, deux hommes sont morts.

Le premier a été tué par le second de neuf coups de couteaux portés au thorax.

Le second, après s'être enfui, a croisé un équipage de police. Il aurait refusé d'obéir à l'ordre qui lui était donné de baisser son arme.



D'après une source policière, c'est « dans des conditions à préciser que l'un des policiers a été dans l'obligation de faire usage de son arme de service contre l'auteur » des coups de couteau. **Et de l'abattre.**

Dans les jours qui suivent, cet acte n'est pas plus interrogé que cela par **une presse plus active à chercher l'origine de l'assaillant qu'à savoir si sa mort était bien justifiée**, ni par une opinion submergée par l'émotion de ce fait-divers sordide.

### Le policier a-t-il agi en état de légitime défense ?

N'avait-il d'autres moyens qu'un fusil-mitrailleur pour neutraliser un individu sans avoir à le tuer ?

S'il se voyait dans l'obligation de tirer, ne pouvait-il pas viser autre chose que des zones mortelles ?

Dans notre société, le rôle de la police est de tout faire pour appréhender un suspect afin qu'il puisse être jugé.

**Mais aujourd'hui, elle dégage ses armes et rendant sentence, elle tue, y compris donc quand elle n'est nullement menacée.**

Elle tue des gens qui s'enfuient, elle tue à bout portant des adolescents dans leur voiture arrêtée ou pour des refus d'obtempérer sur des voitures qui s'éloignent, elle tue en pare-choquant pour faire cesser des infractions.

Lors des manifestations, la politique du maintien de l'ordre est du même acabit.

**Tirer et mutiler, frapper des gens qui ne représentent aucune menace pour l'intégrité physique des policiers, c'est punir ; une punition qui s'inscrit dans la chair et dans l'esprit et qui devient collective quand elle se propage par la terreur du « ce pourrait être moi ».**

L'opinion publique, gavée, grâce aux médias, des pensées de la classe dominante, adhère largement à cette stratégie du « œil pour œil ».

A l'heure où l'islamophobie s'affiche partout, **ce n'est pas forcément un drame que d'abattre un musulman** qui a un cou-teau, qu'il s'en soit servi ou pas.

A l'heure où l'on s'indigne plus pour une porte brûlée que pour une tête éborgnée, **ce n'est pas grave de mutiler des gens qui sont sûrement des casseurs.**

Dans les deux cas, ce serait bien fait pour eux.

C'est ce même genre de raisonnements qui poussent à dire, lorsque des détenu.es se plaignent de leurs conditions inhumaines de détention, qu'on devrait les mettre à l'eau et au pain sec et ils verraient bien.

Quant aux policiers, pourquoi se poseraient-ils tant de question avant de tuer, d'éborgner ou de tabasser ?



**Nahel Merzouk tué par la police le 23 juin 2023**

**La quasi impunité dont ils bénéficient** dans les rares procédures judiciaires qui sont portées contre eux, **le soutien quasi-total de la classe politique** qui, de droite comme de gauche, porte le même discours sécuritaire, **la profusion de documentaires chocs** ayant pour but de les ériger en héros du quotidien, tout cela fait qu'ils **peuvent avoir la gâchette facile, l'étouffement serein, le coup de matraque lourd** et rentrer tranquillement chez eux.

En France, en ce qui concerne l'usage des armes, l'instruction de la police se borne à rappeler les principes « d'absolue nécessité et de proportionnalité » en une phrase, sans aucune précision complémentaire. Elle ne dit strictement rien sur le danger « immédiat ».

**Les imprécisions de cette instruction interne la rendent dangereuse.**

De plus, depuis 2017, l'article L435-1 du Code de sécurité intérieure autorise les policiers à "faire usage de leur arme de service, sur un véhicule dont ces occupants seraient susceptibles de perpétrer, dans leur fuite, des atteintes à leur vie ou à leur intégrité physique ou à celles d'autrui", ce qui a multiplié par cinq le nombre de mort.es pour refus d'obtempérer.

En 2022, on a enregistré le nombre record de 13 décès dans ces conditions-là quand on en compte un seul en Allemagne sur une période de dix ans !

**Notre collectif, avec le Réseau d'Entraide Vérité et Justice, demande l'abrogation de cette loi.**

Plus largement, à l'heure où en moyenne une personne par mois décède après avoir croisé la police (la plupart étant des hommes racisés issus des quartiers populaires), à l'heure où le simple fait de manifester met en danger sa vie, nous militons pour le désarmement de la police.

**Jamais elle ne doit rendre justice !**

**Et nous ne voulons que la paix !**

A ce stade, il nous paraît important de dire clairement que **nous sommes solidaires de la famille et des proches de la personne décédée** suite aux coups de couteau qu'elle a reçus. Nous pouvons imaginer la douleur qui est la leur d'avoir perdu de manière si violente un fils, un frère, un ami.

Rien de leur souffrance n'est remis en question par nos propos.

**C'est autre chose que nous questionnons.**

**Le collectif Contre Les Abus Policiers – C.L.A.P33**

**Membre du Réseau d'Entraide Vérité et Justice**

07 69 85 11 50 - collectif.clap33@gmail.com

**22 décembre 2018 - Un policier dégaine son arme lors de l'acte VI des Gilets Jaunes à Paris**



## QUELQUES CHIFFRES

**Entre 1977 et 2022, 861 personnes sont mortes suite à l'action des forces de l'ordre**, dont 80 du fait d'un agent en dehors de son service. Un profil-type de victime se dessine. C'est un homme noir ou d'origine arabe, habitant un quartier populaire de l'agglomération francilienne ou lyonnaise, âgé de 25 à 30 ans. Les policiers ne sont quasiment jamais condamnés à de la prison ferme.

Lors de la création de notre collectif en 2009, nous avons recensé une quinzaine de personnes tuées par les forces du désordre.

**En 2024, 55 personnes ont perdu la vie** après croisé la police, donc 15 Kanaks en lutte pour l'indépendance de leur pays. Le dernier pic datait de 1988 avec 26 morts dont 19 Kanaks dans l'épisode de la grotte d'Ouvéa.

**Une des années les plus faibles : 2006 qui ne compte que « 6 » morts** alors que Sarkozy est ministre de l'Intérieur.

La police tue de bien de façons : par balles, par étouffements, par « pare-chocage », par taser, par coups... et laisse parfois mourir des personnes dans les cellules de garde à vue, dans les cellules des prisons.

**Au regard des effectifs, l'unité de la Police nationale dont les interventions causent le plus de morts sont les Brigades anti-criminalité (BAC).**

A l'inverse, le nombre de policiers morts en mission est 2,5 fois moins important qu'il y a 40 ans. **En moyenne, entre trois et quatre agents meurent en mission chaque année.**

Le taux de suicide est en revanche élevé. En 2024, ils étaient 53 (26 gendarmes et 27 policiers) à s'être ainsi donné la mort.



## QUI SOMMES-NOUS ?

Le collectif **Contre Les Abus Les Abus Policiers - CLAP33** est né à Bordeaux en mai 2009 en soutien à Myriam, sévèrement passée à tabac par les forces du désordre le 19 mars de la même année.

Depuis, **nous accompagnons les victimes de violences et d'abus policiers** tout le long de leurs démarches juridiques et jusqu'au procès s'il y a lieu. Nous les aidons à appréhender ce moment difficile et apportons un soutien psychologique.

Parallèlement, **nous formons aussi les militant.e.s, associations, syndicats, collectifs sur leurs droits face à la police/face à la justice.**

En contradiction (mais où vous trouvez ?), par le biais de nos réseaux sociaux, **nous vous informons** sur la société de contrôle, l'Etat policier, les lois répressives auxquelles nous nous opposons.

Depuis 2011, **nous organisons la marche internationale** contre les crimes et les violences d'Etat et contre le racisme systémique.

En 2020, **nous avons participé à la création du Réseau d'Entraide Vérité et Justice**, réseau national qui regroupe les familles endeuillées, les Mutilé-es pour L'Exemple Gilets Jaunes, des victimes, des collectifs anti-répression.

Nous considérons que nous vivons dans une démocratie de façade que le système capitaliste, toujours plus violent, nous dévoile chaque jour un peu plus.

**Nous ne luttons pas contre la montée de l'Extrême-droite mais contre ses idées qui ont déjà été appliquées et sont appliquées** par tous les gouvernements de droite et de gauche auxquels nous avons eu affaire depuis le début de notre mobilisation et bien avant.

**Depuis le coup d'Etat de Macron après les législatives de juin 2024**, nous sommes en attente d'un élan populaire qui permettra de relever la tête.

En attendant, nous maintenons les braises....

**Collectif Contre Les Abus Policiers - CLAP33**  
collectif.clap33@gmail.com - 07 69 85 11 50

